

**DE LA GOUVERNANCE DE L'INNOVATION A LA RESISTANCE DU
CONSOMMATEUR : QUEL MODELE DE RELATIONS PUBLIQUES POUR LA GESTION
DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE ?**

**Philippe ROBERT-
DEMONTROND**
Professeur des
Universités
Laboratoire CREM, UMR
CNRS 6211, IGR-IAE
Université de Rennes 1
11 rue Jean Macé CS
70803 35708 Rennes
Cedex 7
[philippe.robert@univ-
rennes1.fr](mailto:philippe.robert@univ-rennes1.fr)

Amélie BELLION
Maître de conférences
Laboratoire CIAPHS, EA
2241, Université Rennes 2
Place du Recteur H. Le
Moal CS 24307 35043
Rennes
[amelie.bellion@univ-
rennes2.fr](mailto:amelie.bellion@univ-rennes2.fr)

Julien BOUILLE
Maître de conférences
Laboratoire CIAPHS, EA
2241, Université Rennes 2
Place du Recteur H. Le
Moal CS 24307 35043
Rennes
[julien.bouille@univ-
rennes2.fr](mailto:julien.bouille@univ-rennes2.fr)

**DE LA GOUVERNANCE DE L'INNOVATION A LA RESISTANCE DU
CONSOMMATEUR : QUEL MODELE DE RELATIONS PUBLIQUES POUR LA GESTION
DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE ?**

RESUME : Sur la base d'une étude ethnomarketing des dispositifs de gouvernance déployés pour construire la légitimité du marché des nanotechnologies (NT) et des réactions qu'ils ont suscité, cet article caractérise un nouveau modèle de relations publiques (RP) en marketing. Le modèle des RP agonistiques valorisé est marqué par une conception conflictuelle des rapports entre parties prenantes d'un marché. A la différence du modèle de gouvernance de l'innovation (Joly, 2001), que nous questionnons, il ne s'agit plus de s'illusionner sur la possibilité d'un consensus autour d'un marché mais d'accepter la coexistence des différends et de favoriser l'inter-reconnaissance des rationalités. Autrement dit, l'opposition n'est plus catégorisée comme sclérosante mais comme utile pour alimenter, du fait de ses capacités de contre-argumentation, un système d'exploration et de régulation de l'innovation.

MOTS CLES : gouvernance de l'innovation, relations publiques, résistance du consommateur, ethnomarketing, activisme de la signification.

**FROM INNOVATION GOVERNANCE TO CONSUMER RESISTANCE : WHICH MODEL
OF PUBLIC RELATIONS FOR THE MANAGEMENT OF TECHNOLOGICAL
INNOVATION ?**

ABSTRACT: Based on a market-oriented ethnography of governance measures used to build the nanotechnologies (NT) market legitimacy, this article characterizes a new public relations (PR) model in marketing. The agonistic PR model that we propose is characterized by a conflicting conception of relationships between market stakeholders. Contrary to the innovation governance model (Joly, 2001), that we question, the agonistic PR model abandons the possibility of a consensus around a market, and encourages the acceptance of disagreements coexistence and rationality inter-recognition. In other words, the opposition is no longer categorized as paralyzing but, as useful to feed, thanks to its counter-argumentation capacities, an exploration and regulation system of innovation.

KEY WORDS: innovation governance, public relations, consumer resistance, market-oriented ethnography, meaning activism.

INTRODUCTION

L'article présenté étudie et questionne le modèle de la gouvernance de l'innovation (Joly, 2001), nouveau régime de relations publiques en contexte innovant apparu consécutivement au tournant délibératif (Kearnes, 2009). Depuis le précédent des OGM (organismes génétiquement modifiés) la crainte d'une contestabilité sociale des innovations technoscientifiques incite leurs promoteurs à envisager de nouvelles approches relationnelles avec le grand public. Le modèle de la gouvernance de l'innovation, également nommé « gouvernance participative » (Owen, 2012) contribue, par un mécanisme incitatif d'évaluation collective, à anticiper l'acceptabilité sociale des projets innovants - *i.e* leur risque de rejet. Ce modèle s'appuie sur une approche renouvelée des relations publiques (RP), délaissant la logique critique du principe de précaution pour valoriser, celle, positive, de « l'innovation responsable » ; logique incitant à penser prioritairement et collectivement les bénéfices et opportunités de l'innovation. Les modalités de construction du marché innovant deviennent dès lors l'objet de jugements croisés. Le marché des nanotechnologies (NT)¹ s'inscrit dans une telle configuration. Ses promoteurs valorisent en discours l'idée générale d'un « développement responsable des nanotechnologies » (Dupuy et Roure, 2004 : 13) et multiplient les espaces délibératifs (débat public, conférences citoyennes...). Ces espaces délibératifs rencontrent toutefois un échec : par manque d'intérêt du grand public d'une part, mais aussi, d'autre part, du fait de virulentes oppositions de certains groupes de résistants. Il s'agira dès lors, dans cet article, de comprendre cet échec ; d'étudier les représentations des diverses parties prenantes à l'égard des dispositifs de gouvernance délibérative et d'accompagnement des NT. Une approche

ethnomarketing multi-acteurs et multi-méthodes a été menée. Elle s'est concentrée sur trois principales parties prenantes : i) les promoteurs des NT - scientifiques, industriels, pouvoirs publics ; ii) le grand public, composé de consommateurs profanes quant aux NT ; iii) les résistants, critiques et farouchement opposés à toute participation aux processus collaboratifs. Les résultats révèlent une relation très antagoniste et défiante entre les promoteurs et les groupes d'opposants. Les premiers déploient notamment un portrait disqualifiant des seconds. Les opposants rejettent quant à eux le principe des relations publiques participatives. Ils déploient une résistance interprétative, qui base son opposition sur un travail de construction de sens alternatif. Ces rapports conflictuels contribuent à l'identification d'un mode de RP que nous qualifions d'agonistique, qui invite à penser et gérer la gouvernance à travers les rapports adverses.

CADRE THEORIQUE

Modernité réflexive et contestabilité socio-politique des innovations génériques

Un trait saillant des sociétés contemporaines tient au passage des « mouvements sociaux » aux « nouveaux mouvements sociaux » (Touraine, 1993). Aux premiers est liée une problématique de défense et croissance des niveaux de vie. Avec, en arrière-plan idéologique, matérialiste, une représentation positive des sciences et du « progrès technique », une valorisation des activités industrielles au nom de l'emploi et des revenus associés. Tandis qu'aux « nouveaux mouvements sociaux » est liée la contestation de l'existence et/ou de la forme d'exercice d'une puissance (variée dans sa définition), en tant qu'elle contraint la possibilité d'un mode ou d'un style de vie jugé digne. Les

¹ Désignant les applications industrielles issues de manipulations de la matière à l'échelle nanométrique

(milliardième de mètre), les NT sont présentées comme l'innovation du XXI^{ème} siècle.

conflits relèvent alors de la « grammaticalité des formes de vie » (Habermas, 2001), d'une subjectivisation des conduites et d'une demande de reconnaissance de différences, d'une attente de respect (Honneth, 2006). Ce qui induit le questionnement critique de la légitimité de toute forme de domination et d'assujettissement (et la contestation de la puissance dans ses formes bureaucratiques et technocratiques). Relativement aux technosciences, le regard se fait critique : d'un paradigme socio-culturel défini notamment par une confiance en elles on passe à un paradigme alternatif (Catton et Dunlap, 1980). Prenant de plus en plus d'importance (McDonald, 2009), celui-ci est notamment marqué par la croyance en l'impuissance des technosciences à résoudre tout problème (Kilbourne et Carlson, 2008), sinon même par la défiance. Le développement de ce regard critique sur les technosciences a commandé l'affirmation, généralisée, d'un principe de précaution. Lequel relève d'une « heuristique de la peur » (Jonas, 2006) - d'une mobilisation systématique de la peur pour l'évitement des catastrophes. Ce que radicalise l'appel à un « catastrophisme éclairé » (Dupuy, 2002). Une grammaire négative - « non à... », « pas de... » -, se déploie ainsi dans l'espace discursif et s'impose dans l'inconscient collectif, engendrant un vif problème de légitimation des innovations (Chaskiel et Suraud, 2014 : 94).

Légitimation de l'innovation et logique d'acceptabilité sociale

Les activités économiques mobilisant des innovations technoscientifiques peuvent être fortement affectées, négativement, par la dynamique d'évaluation collective de ces dernières. En prévention, pour minimiser la contestabilité des innovations, l'éthique s'avère un enjeu fondamental (Dupuy et Roure, 2004 : 26). Contre la défiance, qu'inspirent les technosciences, il s'agit d'être reconnu « responsable ». Et il s'agit

de mettre en place des dispositifs d'identification des critiques et d'évaluation de leur dynamique. Ces dernières décennies, de plus en plus d'importance est ainsi accordée à une meilleure connaissance de celles-ci (e.g., Bainbridge 2002; Ronteltap et al. 2007; Siegrist 2010). C'est dans ce cadre que s'inscrit le développement de la notion d'« acceptabilité sociale ». Relevant d'une nébuleuse d'idées souvent convoquée mais rarement explicitée (Terrade et al., 2009 : 385), celle-ci manque de définitions, quant à son contenu et ses dimensions (Poitier, 2010 ; Wüstenhagen et al., 2007). Peu d'études académiques ont encore tenté de théoriser l'acceptabilité sociale des technologies émergentes (Poirier 2010). Si l'on s'appuie sur celles avancées (e.g., Caron-Malenfant et Conraud, 2009 ; Fortin et Fournis, 2013), l'acceptabilité sociale correspond au processus d'évaluation collective des projets technologiques par lequel les acteurs impliqués construisent ensemble, progressivement, les arrangements et règles institutionnels reconnus légitimes pour leur réalisation. Plusieurs méthodes sont développées - dont notamment le modèle PACT (Public Acceptability of Controversial Technology) qui vise la compréhension du processus déterminant l'acceptabilité sociale des technologies controversées (Wolfe et al., 2002). Avec une ambition de modification de l'acceptabilité sociale, plus que de prédiction (Poirier, 2010 : 46) : il s'agit d'assurer les projets d'innovation, contre les risques de rejet (Dubois et Bobillier-Chaumon, 2009 : 376).

Légitimation et logique d'innovation responsable

Pour dépasser le principe de précaution, jugé limitatif par certains acteurs de l'innovation, la notion d'« innovation responsable » prend actuellement de l'importance, dans la littérature académique (e.g., Guston, 2006, 2014 ; Hellström, 2003; Sutcliffe, 2011; Owen et al., 2012). Elle reste cependant encore

sans densité conceptuelle (Stilgoe et al., 2013 : 1570). Son principal trait distinctif tient à ce que, plutôt qu'une insistance exclusive ou presque sur les périls, la question des bénéfices y est également affirmée. « L'innovation responsable cherche à s'assurer que l'innovation est destinée à, et est conduite en temps réel vers, des fins socialement acceptables et désirables face à l'incertitude, d'une façon anticipatrice, réflexive, délibérative et – finalement – responsable, en couplant la réflexion et l'action et en créant des opportunités pour l'innovation » (Owen, 2012 : 13). L'idée renvoie ainsi aussi à la désirabilité sociale de l'innovation, à la question des apports (Laurent, 2010). Ce que marque la proposition de loi constitutionnelle déposée en 2014 à l'Assemblée nationale : « le principe de précaution - ou tout autre principe connexe - ne doit pas devenir source de blocages. (...). Le principe de précaution seul, peut être parfois un principe d'inaction, d'interdiction et d'immobilisme. (...). En remplaçant le principe de précaution par le principe d'innovation responsable, on encourage la recherche à prendre en compte autant les opportunités que les risques »².

L'innovation responsable ne se définit pas qu'en termes substantif, mais aussi en terme procédural. Il s'agit également d'associer le public dans la définition et l'évaluation des bénéfices et des risques. L'innovation responsable relève ainsi d'un processus interactif, dans lequel les acteurs concernés prennent en considération et l'acceptabilité et la désirabilité sociales de l'innovation, et de ses produits « marketables » (von Schomberg, 2011, 2014). En cela donc, il s'agit de dépasser l'approche de relations publiques traditionnelle - dite du « *deficit model* ».

Par-delà le « deficit model »

² Proposition de loi constitutionnelle visant à instaurer un principe d'innovation responsable,

Dans ce premier modèle, qui s'inscrit typiquement dans une logique de relations publiques, les promoteurs de l'innovation travaillent à informer le marché de ses caractéristiques, en faisant valoir son innocuité (l'absence de risque) et ses bénéfices attendus. La logique suivie est celle de « l'instruction publique » (Callon, 1999) : y domine l'idée d'un flux d'information qui est unidirectionnel, asymétrique, « descendant ». En dépassement du *deficit model*, un second paradigme, dit « *Public Understanding of Science* » (PUS), a donc été progressivement développé, qui vise à former le public, plus qu'à l'informer (Miller, 2001 ; Sturgis et Allum, 2004). Dans cette perspective, alternative, l'étude du public est programmée, questionnant d'une part son attitude envers les technosciences (visant à évaluer ainsi les niveaux de confiance accordée) et d'autre part sa compréhension des technosciences (les niveaux de littératie du public). La communication est ainsi, ici, bidirectionnelle asymétrique (Morsing et Schultz, 2006). Restant focalisé sur les problématiques d'information, ce paradigme réactive ainsi le modèle qu'il entendait dépasser (Bensaude-Vincent, 2009). Le paradigme du « *Public Engagement with Science* » (PES) a finalement été développé - qui favorise l'expression collective des opinions, des croyances, au travers d'une délibération à large échelle. La communication se veut bidirectionnelle et symétrique (Batellier, 2012). Le mot « dialogue » est exploité pour la caractériser (McCallie 2010). L'échange doit être mutuellement informatif, l'enjeu est la production d'une « gouvernance dialogique » de l'innovation.

L'arrière-plan théorique de ce nouveau régime de relations avec le public, qui s'inscrit dans le « *deliberative turn* » (Kearnes, 2009), est notablement configuré par les travaux de Callon : celui-ci propose effectivement un modèle

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/propositions/pion2293.asp>.

communicationnel permettant une co-construction des savoirs (Callon 1999), dans des « forums hybrides » - lesquels correspondent à autant d'« espaces dialogiques » (Callon et al., 2001 : 189), où se rencontrent scientifiques et non-scientifiques - ou mieux encore, experts et contre-experts, reconnaissant que les critiques du public peuvent être aussi scientifiques (Bonneuil, 2006). Un tel dispositif est estimé permettre de prévenir les conflits (Callon et al., 2001 : 9), ou de les contenir (Adant et al., 2005), et de rendre « productive » la critique (Thorpe, 2010 ; Topçu, 2013a). Il est attendu du dialogue élargi qu'il révèle les représentations du risque menaçant la légitimité de l'innovation, et qu'il délivre des idées permettant, dans une logique de pacification, « une gestion du problème acceptable par toutes les parties prenantes » (Adant et al., 2005 : 9). En pratique, plusieurs dispositifs relationnels actualisent cette « gouvernance participative » (Owen, 2012), ou « gouvernance de l'innovation » (Joly, 2001). Tous s'inscrivent dans une même logique d' enrôlement de « gens ordinaires ». Par-delà les conférences de consensus, organisées dès les années 1970, qui relèvent d'un « *downstream dialogue* » sur les implications d'innovations déjà opérationnelles, se développent des programmes d'« *upstream engagement* » (Rogers-Hayden et Pidgeon 2008 ; Wilsdon et Willis, 2004) où il s'agit d'opérer en amont de la mise en marché, au moment même de l'innovation (Stilgoe et al., 2013). Et il s'agit de sortir de toute logique de fabrique du consentement.

PROBLEMATIQUE ET DESIGN DE LA RECHERCHE

Le contexte du contexte

Les NT renvoient à toute application issue de manipulation scientifique réalisée à l'échelle, invisible, du

milliardième de mètre. A cette échelle, la matière présente des particularités comportementales inédites qui justifient, aux yeux de leurs promoteurs, le caractère révolutionnaire des NT (Maestrutti, 2010). Elles sont présentées comme porteuses de promesses immenses, tant heuristiques qu'économiques. Une « nanoéconomie » (Lafontaine, 2010) est même évoquée, qui s'appuierait sur de nouveaux marchés - e.g la nanoalimentation -, sur de nouvelles industries - e.g la nanoélectronique, la nanomédecine - et serait estimée à 1000 milliards de dollars³. Dès les années 2000, un complexe d'acteurs - scientifiques, industriels, étatiques - se forme pour promouvoir les NT. En France, de nombreux programmes de soutien financier sont lancés (Nano-Innov, Nano2012 en 2009) pour soutenir la stratégie d'innovation de ces technologies. Le précédent économiquement catastrophique des OGM inquiète fortement les promoteurs des NT (Klein et al., 2008 ; Noury, 2014 ; Schunadel, 2011). Par conséquent, la marchandisation de l'offre nanotechnologique, encore largement à venir, est pensée devoir être assurée par la communication (Dupuy, 2004, p. 416), par l'engagement d'une politique de relations publiques permettant d'« accroître la désirabilité des "nanos" ou bien lever les obstacles à leur acceptabilité » (Klein et al., 2007 : 28). L'idée générale d'un « développement responsable des nanotechnologies » (Dupuy et Roure, 2004 : 13), les cadrant dans la logique paradigmatique de l'« innovation responsable » (Laurent, 2010 : 59 ; Thoreau, 2013 : 289) s'impose ainsi. Il s'agit de construire la confiance du public, nécessaire à la mobilisation des investissements (Bensaude-Vincent, 2009 ; Bonneuil, 2005 ; Joly, 2005) et d'insister sur le caractère ascendant de l'innovation, présentée comme le résultat d'un processus décisionnel collectif. Dans cette perspective, divers rapports sont publiés,

³ National Science Foundation, agence américaine de la recherche.

au niveau européen puis français, lesquels valorisent une approche réflexive⁴, incitant à inclure le grand public au projet nanotechnologique. Une multitude d'initiatives dialogiques, d'espaces publics hybrides (Callon et al., 2001) voient le jour (Annexe A1). En France, loin de mobiliser le public, la « solution participative » (Laurent, 2010), notamment celle, de grande envergure, du débat public national sur les NT (2009-2010) a été « de l'aveu de tous un fiasco » (Bensaude-Vincent, 2012 : 365). Faible participation du grand public, forte mobilisation de groupes d'opposants décidés à empêcher les échanges : la politique inclusive des promoteurs se heurte à de réelles résistances. Il semble que l'acceptabilité sociale des procédés d'acceptabilité sociale des NT ne soit pas d'évidence. Pourquoi et pour quoi cette défiance ? Il s'agit de comprendre la dialectique qui s'établit entre les initiatives collaboratives des promoteurs des NT et les actions d'oppositions que certains groupes de résistants leur manifestent. Ce faisant, nous portons notre attention aux représentations des opposants à l'égard des programmes collaboratifs officiels, ainsi qu'aux représentations des promoteurs à l'égard des actions résistantes. Il s'agit également de se demander, comparativement aux modèles de relations publiques classiques, quel type de modèle communicationnel peut émerger de la dialectique identifiée ?

Pour solutionner ces questions, nous prenons appui sur une démarche méthodologique ethnomarketing.

La méthode déployée et les publics étudiés

La problématique traitée dans cet article est tirée d'un projet de recherche plus global, qui a consisté à étudier d'un point de vue phénoménologique le

développement du marché des NT. Alors qu'une première étude a consisté à analyser le rôle des imaginaires dans la construction de ce marché, une seconde étude, dont nous rapportons ici les résultats, nous a conduits à étudier la mise en place et la réception des dispositifs de relations publiques et de gouvernance déployés autour des NT. Dans cette seconde étude, nous avons privilégié l'approche ethnomarketing (Badot et al. 2009), particulièrement adaptée pour l'analyse du contexte innovant (Badot et Lemoine, 2008). Trois catégories de publics, parties prenantes aux dispositifs de gouvernance, ont retenu notre attention : i) le public des promoteurs des NT qui rassemble notamment les concepteurs - scientifiques et ingénieurs - les pouvoirs publics et les industriels (Dupuy, 2004); ii) le grand public, composé de consommateurs profanes peu au fait de la question nanotechnologique et cible majeure des programmes de gouvernance ; iii) le public des résistants, farouchement critique, tant à l'égard des NT que de leurs stratégies de légitimation.

Une approche méthodologique par triangulation a été privilégiée (annexe A2). Elle allie : i) des entretiens individuels ; ii) des observations « flottantes » (participantes, non-participantes et virtuelles) ; iii) une étude de données secondaires.

En premier lieu, pour étudier les représentations des individus à l'égard des dispositifs de gouvernance des NT nous avons conduit des entretiens. Nous avons favorisé une approche par entretien individuel thématique, suivant le protocole de Pellermans (1999), lequel autorise l'exploitation d'une grille d'entretien souple et indicative. Afin de stimuler la richesse des discours collectés (McGrath et al., 1993) tout en contournant certains

⁴ « La nanotechnologie, l'innovation pour le monde de demain », Brochure de la Commission Européenne, 2004

« Commission Recommendation on a Code of Conduct for Responsible Nanosciences and nanotechnologies Research Council conclusions on Responsible nanosciences and

nanotechnologies research », Commission Européenne, 2009.

« Pour un développement responsable des nanotechnologies », Centre d'analyse stratégique, Note d'analyse n°248, novembre 2011.

mécanismes défensifs ou certaines difficultés de verbalisation (Boddy, 2005 ; Lapeyre et Bonnefont, 2011 ; Muratore et Guichard, 2010) nous avons eu recours à diverses techniques projectives - associations libres, méthode des scénarios (Lombard, 2011) et portrait chinois (Boulaire, 2004). La durée des entretiens oscille entre 50 minutes et 2 heures trente minutes. Ils ont été enregistrés et retranscrits. La stratégie d'échantillonnage s'est révélée processuelle : initialement théorique (Glaser et Strauss, 1967), cadrée par notre problématique, elle s'est assouplie, profitant des effets « boule de neige » (Royer et Zarlowski, 2007) et des opportunités du terrain. Le double critère de variabilité des profils et de saturation empirique nous a servi à optimiser la taille de nos échantillons.

En second lieu, nous avons mené une approche d'observation « flottante », nous inscrivant dans une posture de « *disponibilité attentive* » à l'égard du terrain (Pétonnet, 1982, p.39), et ce, sur une longue période (4 ans). Elle nous a permis, en modulant à la fois le degré de notre implication et sa nature, d'osciller entre observations participantes (débat public, ciné-débats, assemblées générales d'associations d'opposants), non participantes (tables rondes, journée de recherche) et virtuelles (blog, forum, site internet, commentaires en ligne). L'ethnographie virtuelle (Hine, 2001) conduite s'inscrit en alternative à la netnographie. Elle offre la possibilité de mener des observations discontinues et périodiques, collectant, au gré des opportunités, des discours librement publiés (Hair et Clark, 2007) sans impliquer d'échange avec la communauté observée. Cette méthode nous a fourni de nombreux matériaux qui ont été à la base de plusieurs catégories conceptualisantes. Elle nous a en outre aidés à contextualiser notre recherche.

Enfin, nous avons collecté diverses données secondaires dont l'analyse nous a permis d'approfondir l'étude des représentations à l'égard des dispositifs de

gouvernance des NT. Nous avons simultanément étudié des données secondaires internes (rapports de consultants, dossier Novéthic...) et externes (rapports de la Commission européenne, conclusions et cahiers d'acteurs du débat public national, rapports d'organismes publics, ouvrages militants et de vulgarisation scientifique...). Elles ont été utiles pour contextualiser notre recherche, notamment en nous aidant à prendre la mesure de l'étendue des efforts communicationnels menés en faveur ou en défaveur du principe de gouvernance des NT. Notre analyse de données secondaires nous a par ailleurs conduits à mener une réutilisation de données qualitatives issues d'entretiens réalisés auprès de consommateurs dans le cadre d'une précédente recherche. Afin d'assurer une réutilisation valide, nous avons suivi le protocole de Chabaud et Germain (2006).

Pour le traitement des matériaux collectés, nous avons exploité l'analyse thématique manuelle par les catégories conceptualisantes (Paillé et Mucchielli, 2011). Nous avons suivi la double démarche d'analyse puis d'interprétation recommandée par le paradigme de Spiggle (1994). Après une première phase - de synthèse - au cours de laquelle nous avons identifié les principaux thèmes, une seconde phase - d'abstraction - a consisté à rassembler ces thèmes selon leur proximité, afin de créer des catégories, lesquelles aident à conceptualiser puis théoriser le sens présent dans les discours des répondants.

Si, par la triangulation des méthodes, nous avons optimisé la crédibilité et la fiabilité de notre recherche (Wallendorf et Belk, 1989), nous avons également garanti la confirmabilité de notre processus d'analyse en nous appuyant notamment sur le principe de saturation théorique.

RESULTATS - UNE GOUVERNANCE CONFLICTUELLE, RESENTIMENT CONTRE ASSENTIMENT

Les résultats produits révèlent trois tendances, qui chacune, pointent l'échec des dispositifs de gouvernance. Les consommateurs, dans leur grande majorité, ne participent pas aux dispositifs de gouvernance qui leur sont inconnus ou perçus comme inaccessibles. Le plus souvent, leur absence de participation est justifiée par un manque d'expertise et une tendance à se croire incompetents sur la question des NT : « *Pour moi ça reste abstrait* » (Flavio) ; « *Pour moi ça reste un peu euh... spécialisé ... pour prendre une image un peu cliché mais vous savez un peu comme des chimistes en blouse blanche qui auraient accès à quelque chose qu'ils seraient les seuls à maîtriser* » (Anne). En cela, les consommateurs semblent ne pas vouloir jouer le rôle de parties prenantes actives dans la construction du marché des NT. Un déficit de compétences paraît justifier cette non-participation : « *c'est vrai qu'on est pas trop conscients, nous pour l'instant, finalement en tant que consommateur on n'est pas très décideur* » (Alain). Les consommateurs semblent même déléguer leur rôle de partie prenante aux scientifiques, perçus comme plus légitimes : « *on n'a pas suffisamment de bagage pour accéder au savoir, je fais confiance aux centre de recherche (...) confiance dans tous les chercheurs, c'est leur domaine* » (Alain). Face à ce désintérêt manifeste des consommateurs, nous avons choisi, dans ce qui suit, de nous concentrer sur les deux autres catégories d'acteurs étudiées - i.e les promoteurs et les résistants. Toutes deux s'engagent activement - tantôt positivement tantôt négativement - à l'égard du projet collaboratif censé structurer le marché des NT. Les résistants expriment une défiance et un rejet catégorique des dispositifs de consultation publique. Cette résistance engage de leur part la construction d'un contre-pouvoir à la fois cognitif et procédural à l'encontre de ce qu'ils interprètent comme une tentative d'aliénation des publics. Les promoteurs témoignent quant à eux un rejet virulent du comportement de résistance à la gouvernance ; comportement qu'ils critiquent sous l'angle de la légitimité et du

droit à l'opposition. Le projet collaboratif semble avorté ; de sorte que la gouvernance à laquelle on assiste est conflictuelle et agonistique, opposant les résistants et les promoteurs sur la question des relations publiques et des relations avec le public.

La gouvernance de l'innovation lue comme gouvernementalité des publics

Parce qu'elle est perçue comme factice et stratégique, relevant de procédés subtils - i.e sans contrainte - de domination par la participation, la gouvernance des NT est interprétée par les résistants comme un support de gouvernementalité des publics. La lecture critique des dispositifs officiels de participation qu'ils proposent revêt trois dimensions. Dénonciative, elle traduit leur volonté de dévoilement et leur souci de révéler les outils manipulatoires sous-jacents aux invitations des promoteurs des NT. Explicative, elle déploie un discours de contre-expertise qui permet de décoder et d'élucider les enjeux qui sous-tendent les pratiques collaboratives officielles. La lecture résistante, enfin, se fait relecture et réécriture des enjeux sociétaux des NT.

La lecture dénonciative

La dénonciation systématique dans laquelle s'engagent les résistants révèle leur souci de mettre en lumière « *le point aveugle de la critique* » (Pièces et Main d'Œuvre (PMO)), de mettre à jour les « *dessous* », (nanomonde.org), les « *secrets* » (Indymédia Nantes) de la gouvernance des NT. Ils revendiquent explicitement leur posture d'éclaireurs, espérant ainsi sortir la population de son état hypnotique et agentique : « *Il est urgent de mettre tout ça au grand jour, de refuser d'être bernés une fois de plus et de favoriser un mouvement qui ne manquera pas de cristalliser toute l'animosité qu'on peut avoir contre le système qui ne nous promet plus rien que d'adhérer à ses fantasmes* » (L'En dehors). Le discours dénonciatif qu'ils soutiennent pointe d'une part le caractère manipulateur et frauduleux des dispositifs officiels de

gouvernance, et, d'autre part, stigmatise le prétexte collaboratif comme support de propagande des promoteurs. Dans le premier cas, il s'agit pour les résistants de condamner les dispositifs de gouvernance, dans leur ensemble interprétés comme outils-simulacres reproduisant l'illusion d'une collaboration. Ils dénoncent la tendance des promoteurs à user des dispositifs de participation comme autant d'« outils d'interpellation complice » du public, pour paraphraser l'expression de Roux et Rémy (2009, p.31). Leur discours insiste sur le caractère artificiel, fictionnel même de l'exercice collaboratif auquel les invitent les promoteurs : « *Donc on a des techniques quoi je dirais pas de manipulation mais de pseudo consultation et on écouterait pas trop ce qu'ont à dire les gens qui s'opposent mais on communiquerait beaucoup sur le fait que y a eu des réunions publiques qui ont été faites, on a écouté et on a entendu les gens* » (Rita). La mise en place de cet exercice est jugée tardive, excluant de fait la possibilité d'une portée significative des choix décisionnels collectivement définis. Le caractère fictionnel, tient, spécifiquement, à cette absence de portée effective : « *les décisions sont déjà prises* » (Lettre à Lulu) ; « *Bah pour moi c'est du foutage de gueule quoi, [...] essayer de noyer le truc en faisant des jolis débats en faisant genre « on va vous donner la possibilité de donner votre avis » en fait c'est déjà couru d'avance.* Dans le second cas, la gouvernance est interprétée comme manœuvre d'assentiment. La « *manipulation sociale* » (Indymedia) est dénoncée. La dénonciation pointe ici l'appareillage promotionnel utilisé en support de propagande par ceux que les opposants nomment les « *trafiquants d'opinion* » (nanomonde.org). Composante de cet appareillage promotionnel, l'innovation responsable figure parmi les manœuvres discursives les plus décriées. Là encore, il est question pour les résistants de déjouer les leurres des promoteurs, de faire preuve de clairvoyance : les NT ne sont pas une innovation responsable. Pour les résistants, le discours de l'innovation responsable s'inscrit dans une logique

marketing, rapprochée de l'acceptabilité sociale, « *concept managérial [qui] constitue un piège pour les citoyens-nes (...) visant à « manufacturer le consentement* » (Reporterre.fr). Cette logique, perverse, parfois même taxée de « cynique » sert les ambitions commerciales des promoteurs par l'adhésion du public qu'elle contribue à façonner. Dans la vision résistante, le discours de l'innovation responsable, puisqu'il insiste sur les apports des NT, en assure artificiellement à la fois l'attractivité et la légitimité. Pour les opposants, ces dernières sont encouragées par la mise en discours apologétique des apports et bénéfiques des NT, par ce qu'ils nomment, dans la suite d'Ellul, le « *bluff technologique* » (PMO). Elles sont notamment valorisées, à l'occasion des exercices délibératifs, par les tactiques rhétoriques de diversion que dénoncent et déconstruisent les résistants : « *C'est Disneyland quoi (...), on est émerveillés on a douillé à l'entrée, et pis on oublie derrière que y a des esclaves qui font marcher les machines et pis qu'à tout moment ça sera peut-être notre tour de devenir un esclave. Mais derrière c'est du toc, on nous vend du vent, on nous vend du mensonge et pis en plus on y croit. [...] c'est tout l'art de ces gens qui savent raconter des histoires hein c'est de faire croire que eux qui nous pourrissent la vie sont des magiciens qui nous la facilitent hein ouais c'est des illusionnistes je crois que c'est ce qui irait bien [...]. Je pense que c'est vraiment ça c'est nous faire passer des vessies pour des lanternes quoi* » (Marguerite). Ces techniques de persuasion « par angle mort » peuvent être interprétées à l'aune du dispositif rhétorique du déflecteur (Cochoy, 2004, p.44). Ce dernier, en tant que dispositif de captation, consiste « à détourner l'attention, à désigner un dispositif particulier (...) pour mieux préserver l'efficacité d'un autre [...] ».

La lecture explicative

Par un travail interprétatif critique, les résistants déploient une lecture explicative des procédés de RP dont ils s'attachent à décoder et dénoncer les enjeux « réels ». Cette lecture est principalement

analytique, cherchant à expliquer au reste de la population les raisons et mécanismes justifiant les pratiques collaboratives. Outre la dénonciation des pratiques manipulatoires, il s'agit ici d'en expliquer l'existence. A l'analyse, deux principales raisons justifient, selon les résistants, la motivation des promoteurs à une gouvernementalité. La première tient aux enjeux économiques et industriels du marché nanotechnologique. Derrière l'appel à la gouvernance se joue la volonté industrielle d'organiser le futur espace marchand des NT, d'en assurer l'existence : « *Le pouvoir économique de ces producteurs de nanotechnologies devient démentiel : seules quelques firmes dans le monde (Nestlé, Monsanto, ...) seront capables de fabriquer ces nécro-technologies, dominant ainsi outrancièrement un marché qui s'annonce juteux. Les intérêts énormes qui sont déjà en jeu laissent augurer une guerre économique à l'échelle planétaire où les salariés n'ont rien à gagner* » (L'En Dehors). Pour les résistants, le souci de la participation collective dont font preuve les promoteurs tient moins d'une logique de décentrement des décisions que d'une logique d'acceptation, limitant ainsi les risques d'échecs commerciaux. La seconde explication avancée par les résistants pour justifier les pratiques de gouvernementalité des promoteurs tient à l'apport informationnel qu'offrent ces dernières. En effet, les opposants interprètent l'exercice collaboratif comme un outil de veille sociétale permettant de renseigner les promoteurs sur le contexte social, sur la réception et les peurs à l'égard des NT: «*sur les 70 millions d'euros qui ont été affectés pour le cadre du projet NanoInnov y a effectivement une ligne budgétaire qui n'est pas du tout sur la toxicité des produits ou quoi que ce soit c'est au niveau sociologique comment on peut parler aux gens pour que ça passe. Enfin c'est pas possible quoi je peux pas l'accepter et c'est pour ça qu'on nous interroge souvent, qu'est-ce qu'ils pensent pour pouvoir transformer leur pensée et souvent j'ai eu des entretiens que pour ça. Pour voir où en était la population* » (Prune). Pour les résistants, la collaboration

se fait donc dispositif de surveillance afin d'anticiper les peurs individuelles et d'étouffer la résistance collective.

Pour offrir une lecture explicative compétente, les résistants déploient une contre-expertise procédurale. Elle les conduit à faire preuve d'une réflexivité théorique qui donne lieu à la mobilisation de cadres théoriques interprétatifs issus de divers champs, de la littérature en sciences sociales à la philosophie. Leur maîtrise théorique les incite à proposer un discours expert – voire contre-expert – qui révèle une importante porosité avec le discours « savant ». Cette perméabilité se retrouve notamment autour des modèles de la sociologie des sciences, lesquels conceptualisent les notions de démocratie technique, participative et de forums hybrides (Callon et al., 2001). Ces concepts sont décriés par les opposants qui y voient une occasion supplémentaire de domination voire d'aliénation du public : *Vous craignez une opposition aux nanotechnologies ? Michel Callon, de l'Ecole des Mines, ingénieur en rapport de forces, vous transforme les réfractaires en acteurs du débat grâce à ses « procédures de dialogue avec le peuple » [...].* En outre, par leur contre-expertise procédurale, les résistants soutiennent une posture volontaire d'exclusion, les incitant à aménager des sphères d'échange indépendantes, garantissant leur souci de rapports nivelés. Cette exclusion volontaire des structures officielles de collaboration révèle un modèle de résistance conflictuel, qui se pose systématiquement en antagonisme, en alternative des propositions officielles. Enfin, la contre-expertise procédurale donne lieu à la construction d'une intelligence collective qui vient court-circuiter les dispositifs officiels. Les résistants pratiquent ce qu'ils nomment une « *éducation populaire* » (Rita) en réalisant une transmission systémique et horizontale d'informations par des sessions d'auto-formation, des rencontres inter-collectifs d'opposants, des sites internet (wikinanos.fr, nanomonde.org, veillenanos.fr) *ad hoc*.

Relecture du jeu et réécriture des enjeux sociétaux des NT

En complément d'une contre-expertise procédurale, il s'avère, à l'analyse, que les résistants déploient aussi une contre-expertise cognitive. Cette dernière révèle une résistance assise sur la sémantique et sur un mécanisme interprétatif. Pratiquement, il s'agit pour les résistants d'exploiter un « activisme de la signification » qui se nourrit d'un travail d'interprétation critique. Cet activisme se manifeste par des jeux rhétoriques, discursifs et symboliques. Il dote la résistance d'une dimension particulière, dépassant la seule opposition, pour devenir contre-proposition. La contre-proposition se fait à la fois relecture du jeu qui s'établit entre les divers acteurs, et réécriture des enjeux sociétaux des NT.

Dans le premier cas, la relecture des résistants s'attaque aux rapports de domination perçue. Au-delà de la logique de décryptage, les résistants souhaitent marquer et illustrer leur indépendance interprétative et cognitive à l'égard de la question des NT. Ils revendiquent une relecture du jeu des NT dont ils refusent la lecture déterministe qui les fige dans la subjectivation – voire l'infantilisation – et la passivité. En réponse, les résistants s'engagent dans ce qu'ils nomment de l'« *auto-défense intellectuelle* » (PMO), outil privilégié dans leur lutte contre « *la tyrannie technologique* » (infogm.org), « *la nanocratie* » (Amis de la Terre) que tentent d'instaurer, sous couvert d'une gouvernance, les promoteurs des NT. Leur activisme se nourrit par ailleurs du rejet de la rhétorique dénigrante perçue dans les discours des promoteurs. Cette rhétorique dont « *la prémisse méprisante* » (Reporterre.net) fait selon eux de la résistance « *une affaire d'incompréhension* » (PMO) et du résistants « *soit un abruti soit un ignorant soit quelqu'un qui est contre le progrès* » (Marguerite). Dans le second cas, la réécriture résistante s'attaque aux rapports de sens, devenus à la fois la cible et le support de l'opposition. Les opposants aux NT, par des opérations

de connotation, d'activisme de la signification, manifestent leur refus du cadre interprétatif officiel des NT et offrent une autre traduction des enjeux sociétaux de ces technologies : la lutte devient symbolique, l'espace public officiel est délaissé au profit d'une arène sémantique : « *L'affrontement est ailleurs, autour de l'art de dire la condition humaine, avec la capacité à inventer et à raconter des histoires. Produire un récit qui fasse sens pour les hommes d'aujourd'hui, embarqués dans "la plus gigantesque galère sociale de tous les temps", et sommés d'adorer le nouvel idéal technoscientiste* » (La Revue Z). Le rapport oppositif, particulier, qui se joue dans l'arène s'articule autour d'un pivot : le sens. Ici, la lutte ne porte pas seulement sur le jeu des NT et la lecture des rôles de chacun, elle porte essentiellement sur l'interprétation et la signification de ces technologies. Elle incite les résistants à s'engager dans une lutte par le sens, dans la formulation d'un contre-sens qui se met à la traverse du sentier sémantique tracé par les promoteurs des NT. Leur entreprise de réécriture de la signification des NT se dirige principalement à l'encontre de la question des risques nanotechnologiques. Cette dernière est symbolisée par l'usage d'imaginaires cyberpunk, registre narratif contestataire (Robert-Demontrond, 2009). Ils servent notamment à dénoncer le risque d'artificialisation de la nature et le risque industrialo-économique de prise de contrôle de l'Homme et de prise de pouvoir des entreprises: « *La nanotechnologie transforme la ferme en extension automatisée d'usine de production de haute technologie, utilisant des produits brevetés qui concentreront inévitablement le contrôle des entreprises*» (Revolte.over-blog.fr) ; « *Nanotechnologies cette nouvelle étape dans le techno-contrôle et le projet de mécanisation universel* » (PMO).

La résistance lue comme obstacle à la gouvernance rationnelle de l'innovation

L'acceptation d'une opposition, sous conditions

Si les promoteurs reconnaissent l'importance d'une opposition, l'instituant comme consubstantielle d'une pratique de gouvernance, ils la conditionnent toutefois à un exercice argumenté dont la légitimité repose sur une réflexion rationnelle et compétente. L'opposition documentée et objective s'avère la première condition d'acceptation d'une résistance, laquelle doit finalement souscrire à la logique de l'agir communicationnel (Habermas, 2001). Autrement dit, la résistance doit fournir un argumentaire légitimant, sur le registre de la preuve, le rejet du jeu démocratique et des enjeux nanotechnologiques : « *Moi je comprends toujours tout le monde si on m'expose bien les arguments, je veux bien comprendre tout le monde hein* » (Nicolas). La seconde condition d'acceptation de l'opposition tient aux compétences intellectuelles de ceux dont elle émane. Pour être légitimes, les résistants doivent déployer une opposition compétente, une « *opposition intelligente* » (Ferdinand) qui assoie leur droit à la parole oppositive. La capacité cognitive, scientifique même, semblent être un prérequis indispensable. Pourtant, les promoteurs mettent régulièrement en doute l'existence d'une telle capacité chez les résistants aux NT. Ils érigent alors un barrage de la complexité, frontières imaginaires entre eux, les experts, et les « autres », les profanes pris comme ensemble homogène : « *y a aussi un problème de compréhension, de formation, des groupes d'opposition quoi* » (Ferdinand). Le discours des promoteurs, finalement, s'ancre en partie dans la perspective du modèle de l'instruction publique. Malgré la défense du principe de gouvernance, il semble que, en filigrane, la logique dominante reste celle d'une éducation du public : « *La culture et l'instruction seront les outils utilisés pour les nanos* » (Alain).

Un portrait disqualifiant de la résistance

La contestabilité des NT et de leur dispositif de gouvernance semble exacerber la persistance du grand partage (Latour, 1985), cette vision duale qui tend à opposer l'esprit scientifique et la croyance profane. Une certaine animosité transparaît entre les résistants et les promoteurs, et révèle un rapport (diss)endu entre eux : « *Je sais que j'ai un discours relativement « réac » sur les anti-nanos euh donc je caricature un peu hein. [...] Bah c'est triste à dire mais je les évite peut-être* (Hector). Le portrait des résistants dépeint par les promoteurs interrogés est majoritairement disqualifiant, parfois caricatural. Il fait des collectifs d'opposants tantôt des ignorants, des croyants, tantôt des luddites dont les actions constituent invariablement un obstacle anti-démocratique à la discussion. L'ignorance et la croyance sont prises comme justifications de l'opposition aux NT et à leurs dispositifs de gouvernance. Le manque de connaissance et l'incompréhension des enjeux sont les seules raisons logiques pouvant expliquer le rejet des NT. Ainsi, les discours des promoteurs opèrent parfois une dévalorisation cognitive mettant à distance les résistants et leur - présumé - faible bagage scientifique. Le résistant est perçu, aussi, comme un croyant qui assoit son raisonnement oppositif sur des « *fantasmes* » (Louis). Il est dépeint tel un idéologue qui, mue par « *des arrières pensées politiques ou des arrière-pensées idéologiques* (Louis), s'engage dans un acte de révolution - contre le système - plus que d'opposition - contre les seules NT. Dans la lecture des promoteurs, la résistance devient dogmatique. Elle est également sous influences luddites voire néo-luddites. La rhétorique des promoteurs dépeint alors les résistants tels des adeptes du mouvement anti-progrès, réfractaires, par principe, à l'innovation et au développement technique : « *C'est très difficile avec ces typologies-là de personne de discuter c'est des gens qui sont dans des croyances donc euh des croyances basées sur pas grand-chose c'est très difficiles à contrecarrer ou à enfin j'veux dire en gros on est sur de*

l'irrationnel versus du rationnel et ça mène jamais malheureusement très très loin quoi » (Guy) ; « des déclinologues (...) ben qui sont contre le tout progrès et qui voudraient bien revenir à peut-être à l'âge de pierre j'exagère mais c'est un peu ça aussi quoi hein, parce qu'ils pensent que c'était mieux avant, que le progrès c'est pas bon » (Luc).

La critique des promoteurs à l'encontre des résistants s'attaque en outre à leur tendance séparatiste et non participative, qui les pousse d'une part à s'exclure de tout dispositif collaboratif, mais également à en perturber le déroulé. Ces comportements déviants incitent les promoteurs à envisager les opposants tels des dictateurs préemptant la parole libre : « *Je trouve que l'attitude de Pièces et Main d'Œuvre c'est de la dictature, c'est quelqu'un qui vient qui de force impose son point de vue sans y avoir été invité enfin, de la forme qui lui conviendrait sans se plier aux règles de formes du débat. Et qui après fait tout pour que, empêcher que d'autres points de vue s'expriment, pour moi c'est la définition même de la dictature » (Louis). Dans la perspective des promoteurs, la résistance devient obstacle, force bloquante perturbant la trajectoire linéaire censée leur permettre, à l'occasion des échanges ouverts, de transmettre l'information et la connaissance au public. Parfois qualifiés d'obscurantistes, les résistants se voient attribuer la responsabilité de l'échec des dispositifs de gouvernance, obstrués par leur défiance : « *Si on fait un peu la synthèse du débat qui a eu lieu qui devait être un grand moment de communication sur le domaine des nanotechnologies auprès du grand public, cette fonction-là a été complètement ratée parce que le message n'a pas du tout pu être passé des scientifiques vers le grand public parce que le message a été bloqué, bloqué par des activistes euh écologistes dont le message est tout à fait respectable hein, qui aurait dû être entendu comme tous les autres mais au même niveau que les autres » (Louis).**

DISCUSSION - CONCLUSION

Pour des relations publics agonistiques

L'évolution du modèle de RP au fondement de la gouvernance des innovations s'inscrit dans un mouvement idéologique plus vaste. Les RP sont ainsi de plus en plus pensées, et définies dans les manuels, comme étant au service du bien commun (Arrowood Bowen, 2010 ; Gagné, 2011) ; elles œuvrent au bénéfice du public, et non pas seulement des entreprises (Chouchan et Flahault, 2005). Concilier les intérêts est leur objet et projet fondamental (Billiet, 2009). Leur mission première est de travailler « à établir, à maintenir et à promouvoir des relations de confiance fondées sur la connaissance et la compréhension mutuelle » (Maisonneuve et al., 2010 : 7) - soit encore, « à faciliter la mise en place et la conduite d'un dialogue authentique entre toutes les parties prenantes (...), afin que celles-ci en viennent à une compréhension mutuelle, dans le but de conclure une convention opérationnelle et relationnelle durable qui permette d'apporter un niveau de satisfaction équitable aux attentes et aux besoins de tous les acteurs en présence" (Sauvé, 2010: 84). Ces idées organisent le développement actuel d'un nouveau paradigme de RP - les voulant « holistiques » (Maisonneuve et al., 2010). Alors, « sous réserve que soient respectées certaines règles de procédure (...) les personnes ordinaires, parfois encore appelées profanes, paraissent à même (...) d'appriivoiser les techniques (...), de coévaluer les projets en tous genres » (Barbier, 2005 : 258). A l'analyse, l'arrière-plan conceptuel qui fonde ce paradigme est celui dessiné par Habermas (1981) - induisant un « tournant délibératif » (Chambers, 2003), un « impératif délibératif » (Blatrix, 2012), dans le champ de la gouvernance. Tournant que marquent une insistance continue sur l'inclusion des parties prenantes, et l'importance accordée à la participation. Ce qui est alors visé correspond à la définition collective, dialogique (Barbier, 2005), d'un assentiment - d'un jugement positif, fondant la légitimité d'une action. Si la conflictualité n'est certes ici pas niée, l'accent est cependant mis sur l'ingénierie

de procédures communicationnelles qui permettent la production, par l'argumentation et l'information mutuelle, d'une forme rationnelle d'entente - d'un consensus. Une « téléologie du consensus » (Mansbridge et al., 2010 : 55) domine ainsi.

Or, comme on le voit dans le cas des NT, il est des conflits pour lesquels aucun accord n'est envisageable. Il est des débats publics qui relèvent de monologues, et non pas de dialogues. Ce que Lyotard (1983), notamment, avait pointé en qualifiant de « différends » les situations conflictuelles où il n'est même plus possible de parler de désaccord - le problème qui oppose les parties étant alors abordé « dans l'idiome de l'une, alors que le tort dont l'autre souffre ne se signifie pas dans cet idiome » (ibid., p. 25). Il est des situations où chaque partie traduit le discours de l'autre dans le « registre négatif » de ses propres catégories. Ce qui les condamne à une « mésentente réciproque » (Maingueneau, 1984 : 109) - à « ne pas se comprendre puisque leurs énoncés sont comme l'envers et l'endroit les uns des autres » (ibid.). Il est des situations, encore, que caractérise une « multiplicité des rationalités » (Angenot, 2008 : 85), induisant un « dialogue de sourds » (ibid.). Des groupes défendent des intérêts qui ne sauraient être discutés, mobilisent des arguments qui ne peuvent être universellement acceptés. La prise en compte de ces situations, qu'illustre fortement le cas des NT, implique une autre conception des RP que celle dialogique - une conception agonistique. Envisagés dans cette perspective, les travaux de Mouffe sont intéressants, qui soulignent la prévalence dans les débats publics de « la dynamique des passions » sur la discussion rationnelle (Mouffe, 2003 : 150). En celles-ci domine la question des identités et de la reconnaissance - se tient une revendication morale, fondamentale, qui est d'être reconnu comme sujet de plein droit, égal à autrui. Dès lors, l'inclusion universelle des parties n'est pas possible. Et ce, parce qu'un sujet n'existe qu'en s'opposant à autrui, et une formation qu'en excluant une altérité. « Une formation ne parvient à se signifier

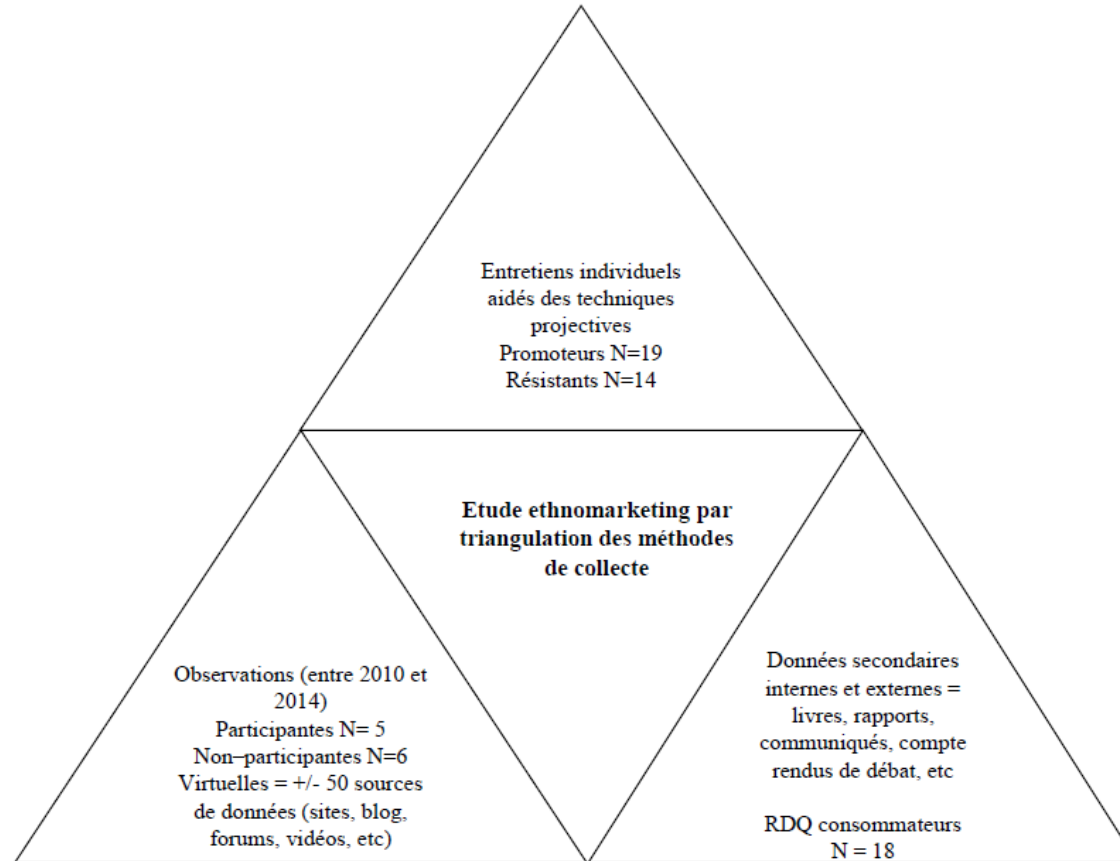
(c'est-à-dire à se constituer comme telle) qu'en transformant les limites en frontières, qu'en établissant une chaîne d'équivalence qui pose ce qu'il y a au-delà des limites comme ce qui n'est pas » (Laclau et Mouffe, 2009 : 258). Il faut ainsi penser en termes d'« extérieur constitutif » : toute identité s'établit, s'institue, dans l'affirmation d'une différence « qui fait de l' "autre" un "extérieur" » (Mouffe, 2003 : 147). Dans cette perspective donc, il faut reconnaître le conflit, lui permettre d'être. Mais en transformant l'antagonisme (ou lutte entre ennemis) en une agonistique (ou lutte entre adversaires), dans une relation d'inter-reconnaissance (Mouffe, 1994 : 10-11). Dans son design actuel, la gouvernance de l'innovation est une fabrique de ressentiment, parce qu'elle ment. Elle prétend s'inscrire dans une logique holistique, mais elle est asymétrique. Elle est au service des promoteurs de l'innovation. Or, le ressentiment, comme le note Livet (2007b : 123), surgit toujours lorsque « des groupes s'aperçoivent après coup qu'ils ont coopéré avec des acteurs sociaux qui les ont exploités ». Il surgit, lorsque survient « la découverte que ce que l'on tenait pour une coopération entre groupes donnait en fait essentiellement lieu à une exploitation par un des groupes » (ibid., : 124). Les acteurs deviennent alors anti-coopératifs. Ils font défection. Le ressentiment tient aussi à l'absence de reconnaissance de la valeur des émotions - de l'interprétation de la résistance comme « un entêtement irrationnel » (Livet, 2007b : 348), et non pas l'attachement à une valeur. Inscrire l'émotion adverse, contraire, dans la gestion publique de l'innovation participerait pourtant d'une reconnaissance profonde de l'altérité, et permettrait d'enrichir les pratiques de RP, en les inscrivant notamment dans une dimension plus symbolique.

ANNEXES

A1 : APERÇU DES PRINCIPAUX PROGRAMMES DE GOUVERNANCE SUR LES NT MENES EN FRANCE ET EN EUROPE

Initiatives	Dates	Objet de l'offre participative
Européennes	2004	<ul style="list-style-type: none"> Nanoforum : réseau d'excellence européen en NT, créé par la Commission Européenne. Développement d'un site Internet d'information, mise en place de sondages auprès du grand public Nanodialogue : cycle d'expositions dans des musées européens, adossées à des groupes d'échange et de discussions sur les NT ouverts au public.
	2009	NanoYou : projet européen destiné aux jeunes de 11 à 26 ans, et composé d'une grande enquête en ligne « sur les représentations et attentes des jeunes européens à propos des nanotechnologies ». En France, c'est le CCSTI Grenoble qui s'est chargé de l'enquête et de certaines manifestations, appuyées par un recours à des vidéos, des expositions, des jeux informatiques...
	Depuis 2012	Nanopinion : programme financé par la Commission Européenne destiné à «renforcer la communication et le dialogue public sur les NT ». Le projet exploite principalement les réseaux sociaux (Twitter et Facebook), les outils digitaux (site internet et sondage par internet, blog) pour collecter des données d'opinion publique et susciter des échanges, notamment pédagogiques, avec la société.
Françaises	2005-2006	NanoMonde (Paris), NanoViv (Grenoble), « Les conférences citoyennes » : cycles de débats organisés par l'association citoyenne Vivagora, sur les questions sanitaires, environnementales et sociales posées par les NT. Volonté affichée d' « associer le citoyen aux décisions »
	2007-2008	Nanoforum (Paris) : conférences citoyennes thématiques organisées par la Direction générale de la santé et l'association Vivagora au Centre National des Arts et Métiers (exemple de thématiques : nanocosmétiques, nanoalimentation, nanoargent), envisagées comme « espace permanent et ouvert permettant de (...) confronter les points de vue »
	2009-2010	Débat public national sur le développement et la régulation des NT, organisé par la Commission nationale du débat public, à la demande de huit ministères et suite au Grenelle de l'environnement 2007. Débat public itinérant (17 villes françaises) ouvert à tout public afin de « de mener une réflexion démocratique sur les choix industriels de mise sur le marché, de nourrir les processus décisionnels »
	Depuis 2013	Forum NanoRESP : forum de parties prenantes organisé par un ensemble d'acteurs associatifs, scientifiques, économiques, industriels et gouvernementaux, destinés à accroître la transparence autour des NT « en créant un dialogue entre détenteurs d'informations et d'expertises techniques, et tous les utilisateurs actuels ou potentiels de ces technologies ». Il vise également à proposer des recommandations adossées à la future Norme NanoResponsable.

A2 : LE DESIGN DE NOTRE RECHERCHE (INSPIRE DE LE GALL-ELY ET AL., 2007 : 27)



BIBLIOGRAPHIE

- Adant I, Godard O et Hommel T (2005) Expertise scientifique et gestion de la contestabilité sociale en présence d'acteurs à visées stratégiques, cahier n°16, laboratoire d'économétrie, Ecole Polytechnique.
- Angenot M (2008) Dialogue de sourds. Rhétorique antilogique. Paris: Mille & une Nuits.
- Arrowood Bowen S (2010) An examination of applied ethics and stakeholder management on top corporate websites. *Public Relations Journal* 4(1) http://www.prsa.org/Intelligence/PRJournal/Winter_10.
- Badot O et Lemoine J-F (2008) L'ethnomarketing au service de la prospective : une application au secteur de la distribution. *Management & Avenir* 19 : 37-47.
- Badot O, Carrier C, Cova B, Desjeux D et Filser M (2009) L'ethnomarketing : un élargissement de la recherche en comportement du consommateur à l'ethnologie. *Recherche et Applications en Marketing* 24(1) : 94-111.
- Bainbridge W S (2002) Public attitudes toward nanotechnology. *Journal of Nanoparticle Research*, 4(6): 561-570.
- Barbier R (2005) Quand le public prend ses distances avec la participation. *Topiques de l'ironie ordinaire. Natures Sciences Sociétés*, 13 : 258-265.
- Barbier R (2005), Quand le public prend ses distances avec la participation. *Topiques de l'ironie ordinaire. Natures Sciences Sociétés* 3(13) : 258-265.
- Batellier P (2016) Acceptabilité sociale des grands projets à fort impact socio-environnemental au Québec: définitions et postulats. *VertigO-la revue électronique en sciences de l'environnement*, 16(1).
- Bensaude-Vincent B (2009) A historical perspective on science and its "others". *Isis*, 100(2): 359-368.
- Bensaude-Vincent B (2012), Quelle éthique pour les nanotechnologies ? Bilan des programmes en cours et perspectives, in Kermisch C (eds), *L'éthique en action*, Fernelmont : EME
- Billiet S (2009), *Les relations publiques. Refonder la confiance entre l'entreprise, les marques et leurs publics*. Paris : Dunod.
- Blatrix C. (2012), *Des sciences de la participation : paysage participatif et marché des biens savants en France. Quaderni*, 79 (3) : 59-80.
- Bonneuil C (2006) Introduction. De la République des savants à la démocratie technique: conditions et transformations de l'engagement public des chercheurs. *Natures Sciences Sociétés*, 14(3) : 235-238.
- Callon M (1999), *Des différentes formes de démocratie technique*, *Annales des Mines*, 63-73.
- Callon M, Lascoumes P et Barthe Y (2001) *Agir dans un monde incertain, essai sur la démocratie technique*. Paris : Seuil.
- Caron-Malenfant I, Conraud T (2009) *Guide pratique de l'acceptabilité sociale: pistes de réflexion et d'action*. Éditions DPRM.
- Catton W R, Dunlap R E (1980) A new ecological paradigm for post-exuberant sociology. *The American Behavioral Scientist*, 24(1): 15-47.
- Chambers S (2003) *Deliberative democratic theory. Annual review of political science*, 6(1): 307-326.
- Chaskiel P, Suraud M G (2014) *Nanotechnologies: l'espace civique des risques technologiques redimensionné. Natures Sciences Sociétés*, 22(2) :93-102.
- Chouchan L, Flahault JF (2005) *Les relations publiques*. Paris : Presses universitaires de France.
- Cochoy F (ed.) (2004) *La captation des publics c'est pour mieux te séduire, mon client*, Toulouse : Presses Universitaires de Toulouse.
- Dubois M et Bobillier-Chaumon M É (2009) *L'acceptabilité des technologies : bilans et nouvelles perspectives. Le Travail Humain*, 72(4) : 305-310.
- Dupuy JP (2002), *Pour un catastrophisme éclairé*. Paris : Points.

- Dupuy J-P (2004) Quand les technologies convergeront. *Revue du MAUSS* 23(1) : 408-417.
- Dupuy JP, Roure F (2004), *Les nanotechnologies : éthique et prospective industrielle*. Paris : La Documentation Française.
- Fortin M J, Fournis Y (2014) Vers une définition ascendante de l'acceptabilité sociale: les dynamiques territoriales face aux projets énergétiques au Québec. *Natures Sciences Sociétés*, 22(3) : 231-239.
- Gagné A M (2011) La confiance et le soupçon. Faire des relations publiques à l'ère de l'entreprise «responsable». *Communication. Information médias théories pratiques*, 29(1). <https://communication.revues.org/2451?lang=fr>
- Glaser BG et Strauss AL (1967) *The discovery of Grounded Theory : Strategies for Qualitative Research*, Aldine Publishing Company.
- Guston D H (2006) Responsible innovation in the commercialised university. In Stein D G (eds), *Buying in or Selling Out: The Commercialisation of the American Research University*.
- Guston D H, Fisher E, Grunwald A, Owen R, Swierstra T, et van der Burg S (2014) Responsible innovation: motivations for a new journal. *Journal of Responsible Innovation*, 1(1): 1-8.
- Habermas J. (2001), *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard.
- Hellström T (2003) Systemic innovation and risk: technology assessment and the challenge of responsible innovation. *Technology in Society*, 25(3): 369-384.
- Honnet A (2006) *La société du mépris, vers une nouvelle théorie critique*. Paris : La Découverte.
- Joly P B (2001) Les OGM entre la science et le public? Quatre modèles pour la gouvernance de l'innovation et des risques. *Économie rurale*. 266(1) : 11-29.
- Jonas H. (2006) *Le principe responsabilité*. Paris: Flammarion.
- Kearnes M (2010) *The Time of Science: Deliberation and the "New Governance" of Nanotechnology*. *Governing Future Technologies: Nanotechnology and the Rise of an Assessment Regime*, 279-301.
- Kilbourne W E, Carlson L (2008) The dominant social paradigm, consumption, and environmental attitudes: can macromarketing education help? *Journal of Macromarketing*, 28(2): 106-121.
- Klein E, A Grinbaum, V Bontems (2007), *Le débat sur les nanosciences : quels enjeux pour le CEA*, rapport.
- Laclau E., Mouffe C. (2009), *Hégémonie et stratégie socialiste : vers une politique démocratique radicale*, Besançon, Les Solitaires intempestifs.
- Laurent B (2010), *Les politiques des nanotechnologies : pour un traitement démocratique d'une science émergente*, Paris : Charles Léopold Mayer.
- Livet P (2007) Émotions et révision : la dynamique des débats, in Revel M, Blatrix C, Blondiaux L, Fourniau JM, Hérard Dubrueil B, Lefebvre R (eds), *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*, Paris : La Découverte, 339-352
- Liotard JF (1983), *Le différend*, Paris : Éd. de Minuit.
- Maestrutti M (2011) *Imaginaires des nanotechnologies, mythes et fictions de l'infiniment petit*, Paris : Vuibert.
- Maingueneau D (1984), *Genèses du discours*, Bruxelles : Mardaga.
- Maisonneuve D, Lamarche JF, Saint-Amand Y (2010) *Les relations publiques dans une société en mouvance*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Mansbridge J, Bohman J, Chambers S, Estlund D, Føllesdal A, Fung A, Lafont C, Manin B, Martí J (2010), *The Place of Self-Interest and the Role of Power in Deliberative Democracy*, *Journal of Political Philosophy*, 18(1): 64-100.
- McCallie E L (2010) *Argumentation among Publics and Scientists: A Study of Dialogue Events on Socio-Scientific Issues*. University of London.
- McDonald S. (2009), *Changing climate, changing minds : applying the literature on media effects, public opinion, and the issue-attention cycle to increase public understanding of climate change*,

- International Journal of Sustainability Communication, 4, 45-63.
- Miller S (2001) Public understanding of science at the crossroads. *Public understanding of science*, 10(1): 115-120.
- Morsing M, Schultz M (2006) Corporate social responsibility communication: stakeholder information, response and involvement strategies. *Business Ethics: A European Review*, 15(4) : 323-338.
- Mouffe C (1994), *Le politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle*. Paris : La Découverte.
- Mouffe C (2003), *La politique et la dynamique des passions*. *Politique et Sociétés*. 22(3) : 143-154.
- Owen R (2012) Des valeurs coopératives à l'innovation responsable. *Projectics / Proyética / Projectique 2* (11-12) : 13-21.
- Owen R., Macnaghten P, Stilgoe J (2012) Responsible research and innovation: From science in society to science for society, with society. *Science and Public Policy*, 39(6): 751-760.
- Paillé P et Mucchielli A (2011) *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin.
- Poirier M S (2010) *L'innovation fondée sur les nanotechnologies au regard de la notion d'acceptabilité sociale de ces développements*, mémoire, Université Sherbrooke.
- Rogers-Hayden T et Pidgeon N (2008) Developments in nanotechnology public engagement in the UK: 'upstream' towards sustainability?. *Journal of Cleaner Production*, 16(8) : 1010-1013.
- Ronteltap A, Van Trijp J C M, Renes R J, Frewer L J (2007) Consumer acceptance of technology-based food innovations: lessons for the future of nutrigenomics. *Appetite*. 49(1): 1-17.
- Roux D et Rémy E (2009) Du marketing à ses résistances : une analyse par la sociologie de la traduction, in Roux D. (eds) *Marketing et Résistance(s) des consommateurs*, Paris : Economica, 23-45.
- Royer I et Zarlowski P (2007) Echantillon(s), in Thiétart R-A. (eds), *Méthodes de recherche en Management*, Paris : Dunod, 192-227.
- Sauvé M (2010), *Les relations publiques autrement*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Siegrist M (2010) Predicting the future: Review of public perception studies of nanotechnology. *Human and Ecological Risk Assessment*. 16(4): 837-846.
- Spiggle S (1994) Analysis and interpretation of qualitative data in consumer research. *Journal of Consumer Research*, 21(3): 491-503.
- Stilgoe, J, Owen R, Macnaghten P (2013) Developing a framework for responsible innovation. *Research Policy*, 42(9) : 1568-1580.
- Sturgis P, Allum N (2004) Science in society: re-evaluating the deficit model of public attitudes. *Public understanding of science*, 13(1): 55-74.
- Sutcliffe H (2011) *A report on Responsible Research and Innovation for the European Commission*, <http://ec.europa.eu/research/science-society/document_library/pdf_06/rri-report-hilary-sutcliffe_en.pdf>
- Terrade F, Pasquier H, Reerinck-Boulanger J, Guingouain G et Somat A (2009) *L'acceptabilité sociale : la prise en compte des déterminants sociaux dans l'analyse de l'acceptabilité des systèmes technologiques*. *Le Travail Humain*. 72(4) : 382-395.
- Thoreau F (2013) *Embarquement immédiat pour les nanotechnologies responsables. Comment poser et re-poser la question de la réflexivité ?*, Thèse de doctorat en sciences politiques et sociales, Université de Liège, Belgique.
- Thorpe C (2010) Participation as post-fordist politics: demos, new labour, and science policy. *Minerva*, 48(4): 389-411.
- Topçu S. (2013), *La France nucléaire. L'art de gouverner une technologie contestée*, Paris, Seuil.
- Touraine A (1993) *La production de la société*. Paris : Seuil.
- Von Schomberg R (2011) *Towards responsible research and innovation in the information and communication*

- technologies and security technologies fields, Research and innovation policy, European Commission.
- Von Schomberg R (2014) The quest for the 'right' impacts of science and technology: a framework for Responsible Research and Innovation. In Responsible Innovation 1 : 33-50). Springer Netherlands.
- Wilsdon J, et Willis R (2004) See-through science: Why public engagement needs to move upstream. London: Demos.
- Wolfe A K, Bjornstad D J, Russell M, Kerchner N D (2002) A framework for analyzing dialogues over the acceptability of controversial technologies. *Science, Technology & Human Values*. 27(1):134-159.
- Wüstenhagen R, Wolsink M, Bürer M J (2007) Social acceptance of renewable energy innovation: An introduction to the concept. *Energy policy*, 35(5): 2683-2691.